

21 octobre 1991 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Message de M. François Mitterrand, président de la République adressé à Mme Edith Cresson, Premier ministre, sur son initiative de renoncer aux projets d'implantations administratives nouvelles à Paris et de décentralisation en province de plusieurs administrations publiques annoncée lors du Conseil interministériel d'aménagement du territoire, Paris, le 21 octobre 1991.

Madame le Premier ministre,

- Vous avez demandé à vos ministres, lors du Conseil interministériel d'aménagement du territoire du 3 octobre, de renoncer à leurs projets d'implantations administratives nouvelles à Paris et de réfléchir à la décentralisation en province de plusieurs administrations.
- Je tiens à vous féliciter de cette initiative. Je lui apporterai tout mon soutien.
- Je vous invite même à ajouter une dimension supplémentaire à votre réflexion : quand certaines administrations centrales doivent rester, pour des raisons de commodité, en région parisienne, il ne me semble pas toujours justifié qu'elles s'agglutinent dans les quartiers les plus chers de Paris. L'Etat y dispose d'un patrimoine immobilier considérable, qu'il pourrait partiellement mobiliser pour financer des actions utiles à la dynamisation de notre économie ou à la cohésion sociale.
- Je souhaite donc que soit mis au point assez rapidement un programme pluriannuel de délocalisation d'administrations centrales, en province et en banlieue. Ce programme permettra à l'Etat d'économiser plusieurs milliards par an, que vous affecterez à nos priorités sociales. L'opinion comprendra que le gouvernement, en s'attaquant au train de vie de l'Etat, réoriente dans un sens plus utile et plus dynamique la dépense publique.
- Je vous prie de croire, madame le Premier ministre, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs - bien cordiaux.\